

– la maison du sport européen –

## Tweets du mois

### [EUSport](#)

@EuSport Feb 26

We are one month away from the #EUSportForum in Zagreb Flag of Croatia 26-27 March 2020, mark your calendar! LIVE streaming available Check the draft agenda and keep an eye on the website for more updates →

[https://ec.europa.eu/sport/forum\\_en](https://ec.europa.eu/sport/forum_en)

#BeActive #BelInclusive.

### [POINTS Project](#)

@POINTS\_EU Feb 20

Congratulations

@COPPORTUGAL

for the success of the @POINTS\_EU national workshop & for your commitment in the fight for sport #integrity & against #matchfixing

More info on the event can be found here: <http://points-project.com/2020/02/20/noc-portugal-cop-successfully-organised-points-national-workshop/>

Next

workshops: @hrv\_olimp\_odbor @nocnsf @teambelgium.

### [EOC EU Office](#)

@EOCEUOffice Feb 19

What happened to the plans to double or even triple the new #Erasmus budget @eucopresident?! Erasmus is one of the biggest EU successes. Proper budget needs to be ensured in new #MFF! @vonderleyen @GabrielMariya @EUCouncilPress @sabineverheyen @MilanZver

## Table des matières

Editorial 2

### UNION EUROPEENNE ET SPORT

Pas d'accord entre États membres pour le CFP 2021-2027 3

Consultation des parties prenantes sur la mise en œuvre de l'actuel plan de travail de l'UE pour le sport 2017-2020 4

Le Groupe Sport remplace l'Intergroupe Sport au PE 5

Conférence de la présidence croate de l'UE sur les compétences des entraîneurs 6

Le rôle du sport dans l'intégration et l'inclusion sociale discuté lors du petit-déjeuner de l'unité Sport 7

Lancement de « Esports Europe » à Bruxelles 8

### FINANCEMENTS, ETUDES ET PROJETS

Séminaire de l'initiative SHARE : Quelle est la contribution du sport au développement régional ? 9

### FINANCEMENTS, ETUDES ET PROJETS

Réunion de lancement du projet RINGS sur la gestion stratégique des CNO 11

Le CNO du Portugal (COP) a organisé avec succès l'atelier national POINTS 12

Le bureau des COE accueille un séminaire du « Parcours Ambition Internationale » 13

### LE COIN DES PARTENAIRES

La durabilité des CNOs au cœur du projet ASAP 14

– la maison du sport européen –

## EDITORIAL

Chers lecteurs,

Les 20 et 21 février, le président du Conseil européen, Charles Michel, a invité les chefs d'État ou de gouvernement à un sommet spécial afin d'aligner les positions divergentes des 27 États membres de l'UE sur le futur cadre financier de l'UE pour 2021-27. Cette tentative a échoué, mais seuls les plus optimistes s'attendaient à un accord durant ce sommet.

Pour le sport, la situation est relativement bonne. En effet, si la majorité des domaines politiques se préoccupent de savoir de quel pourcentage leur futur budget sera amputé, le programme sport devrait connaître une augmentation substantielle dans le cadre d'Erasmus+. Un montant de 400 millions d'euros (augmentation de 50% des 265 millions actuels) pour la future période financière semble actuellement réaliste. Outre les ressources financières, l'éventail des priorités futures revêt également une grande importance. Un accent plus marqué sur les sujets touchant à la durabilité du sport serait conforme à la réorientation politique générale de la nouvelle Commission européenne : le "Green Deal". Bien que l'introduction de la mobilité comme nouveau domaine d'activités du programme sport mérite d'être soutenue, elle ne devrait pas entraîner de réduction financière des partenariats de collaboration et des événements sportifs à but non lucratif existants.

Les négociations sur le nouveau plan de travail des ministres européens du sport entrent maintenant dans la phase décisive puisque le nouveau plan 2021-24 doit être adopté sous la présidence allemande du Conseil dans la seconde partie de 2020. Du point de vue du sport organisé, les activités de ce plan ne peuvent être mises en œuvre avec succès et de manière durable que si les organisations sportives concernées sont impliquées dès le départ. Trop souvent par le passé, les lignes directrices et recommandations adoptées n'ont que trop rarement été suivies par les acteurs du sport et de la politique et n'ont donc jamais été mises en œuvre.

L'objectif devrait être de formuler des objectifs communs dans un effort de coopération dans lesquels les représentants du sport organisé et des gouvernements se sentent alors plus engagés. L'accent devrait être mis sur la recherche de solutions pour contrecarrer les problèmes les plus urgents dans le domaine du sport. Que peuvent faire le sport et la politique, chacun dans leur domaine, pour que les clubs sportifs, par exemple, puissent survivre dans un environnement plus orienté vers le profit et apporter leur importante contribution au maintien de la cohésion locale ? Comment renforcer le bénévolat et préserver à long terme le modèle sportif européen, y compris son système de solidarité ? Le rôle et les compétences des fédérations sportives doivent être maintenus y compris lorsque le droit européen de la concurrence est appliqué. D'autre part, le sport doit également être préparé à répondre aux normes les plus élevées de bonne gouvernance et s'employer activement à donner une voix appropriée à tous les acteurs clés du sport.

Ce sont là des exemples de questions que le nouveau plan de travail pour le sport devrait aborder.

Enfin, permettez-moi de rappeler que le bureau européen des COE se réjouit d'accueillir tous les invités qui participeront à la "6e soirée européenne du sport" à Bruxelles le 16 mars !

En vous souhaitant une agréable lecture.

Folker Hellmund  
Directeur du bureau des COE auprès de l'UE

## UNION EUROPEENNE ET SPORT

### Pas d'accord entre États membres pour le cadre financier pluriannuel 2021-2027

Le 14 février 2020, Charles Michel, en sa qualité de président du Conseil européen, a publié un projet de cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2021-2027. Le CFP est le budget à long terme de l'UE, négocié entre les différentes institutions, qui fixe les limites des dépenses de l'UE sur une période d'au moins cinq ans. Le budget pluriannuel pour la prochaine période couvrira sept ans.

La proposition de Michel suit les chiffres du « *cadre de négociations* » de la présidence finlandaise, publiée le 5 décembre 2019. Il a ainsi proposé un niveau global de 1 087 milliards d'euros, ce qui représente 1,07 % du revenu national brut des 27 pays de l'UE. En comparaison avec les propositions de la Commission et du Parlement, ces chiffres incluent des réductions dans le financement des fonds de cohésion, des investissements dans les infrastructures, de la numérisation, de l'agriculture, de l'emploi des jeunes, de la défense, des PME, de la migration et d'Erasmus. En ce qui concerne Erasmus, le montant figurant sur le tableau est inférieur de 48% à la position du Parlement et de 20% à celle de la Commission.

[La proposition de Michel ne peut cependant pas compter sur le soutien du Parlement européen.](#) Le Parlement avait déjà exprimé sa désapprobation à l'égard du cadre de négociation de la présidence finlandaise. Le Parlement a souligné que la proposition de Michel était bien en dessous de la position financière de la Commission et de leur propre proposition de CFP. Les députés

européens ont souligné qu'ils s'attendaient à ce que le nouveau budget de l'UE prévoit des investissements significatifs dans le Green Deal, dans la transition numérique et dans une Europe plus forte.

Les députés Sabine Verheyen, présidente de la commission CULT, et Milan Zver, rapporteur pour Erasmus au PE, ont précisé qu'ils étaient déçus du budget d'Erasmus+, dans le cadre du CFP proposé par Michel. Les deux députés ont souligné que le Parlement avait demandé de tripler le budget pour le financement d'Erasmus+ dans le but de permettre à plus de personnes, en particulier celles ayant moins d'opportunités, de participer au programme dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse et du sport.

En dépit des critiques, il convient de noter que l'adoption de la proposition de M. Michel entraînerait une augmentation de 50 % du budget d'Erasmus+. Le programme sport bénéficierait ainsi de cette augmentation.

L'adoption du cadre financier pluriannuel de l'UE est toujours un parcours long et difficile et le Brexit contribue à la complexité des négociations actuelles. À cet égard, et en raison des nombreuses préoccupations, intérêts et opinions différents, aucun accord sur le CFP 2021-2027 n'a été atteint lors de la réunion spéciale du Conseil européen, qui s'est tenue les 20 et 21 février. Le processus se poursuit donc et M. Michel doit consulter les dirigeants de l'UE sur la manière de faire avancer les choses.

– la maison du sport européen –

Un aperçu clair des différentes propositions sur le CFP faites par la présidence finlandaise, la Commission, le Parlement et Charles Michel peut être trouvé [sur ce lien](#). Les différentes

propositions relatives au budget d'Erasmus+ se trouvent sous le titre 7 (Investir dans les ressources humaines, la cohésion sociale et les valeurs).

## Consultation des parties prenantes sur la mise en œuvre de l'actuel plan de travail de l'UE pour le sport 2017-2020

Le 3 février 2020, l'unité Sport de la Commission européenne a organisé une réunion informelle de consultation des organisations sportives et les parties prenantes du sport sur la mise en œuvre du plan de travail de l'UE pour le sport 2017-2020. L'objectif de cet événement était de recueillir les remarques de l'ensemble des acteurs présents contribuant à l'élaboration du rapport de mise en application du plan de travail actuel que la Commission publiera le contenu dans les mois à venir.

Ce document permettra de faire avancer les négociations pour le nouveau plan de travail de l'UE pour le sport 2021 – 2024, qui sera discuté et adopté par le Conseil au cours du second semestre de 2020.

Le bureau des COE auprès de l'UE était présent à la réunion pour apporter plusieurs commentaires concernant les priorités, les résultats et les méthodes de travail développés dans le cadre du plan de travail actuel, ainsi que des suggestions pour l'avenir. Dans ses recommandations, le bureau a tenu compte des remarques formulées par ses partenaires.

Le bureau des COE auprès de l'UE a reconnu la nécessité d'avoir un plan de travail qui se doit d'assurer de manière stratégique à ce que les différents résultats, tels que les études, les recommandations, les priorités de la présidence de l'UE, etc soient développés dans un ordre logique et conformes les uns aux autres.

Par ailleurs, afin d'accroître l'impact des activités de l'Union Européenne, ce nouveau plan de travail doit prendre en considération les besoins du mouvement sportif et doit développer des

solutions sur des sujets jugés pertinents pour les différents acteurs.

Il serait également essentiel de développer davantage l'approche intersectorielle entre les DGs de la Commission, comme cela a été fait dans le cadre du « Tartu call » où trois commissionnaires provenant de secteurs différents (sport, santé, agriculture) ont été amenés à coopérer et à travailler ensemble. Une approche similaire pourrait notamment être envisagée en ce qui concerne les fonds structurels ou l'application de la politique de concurrence de l'UE dans le domaine du sport. Par ailleurs, le plan de travail de l'UE devrait garder une certaine marge de manœuvre, pour rendre possible les discussions sur de nouveaux sujets.

En ce qui concerne les méthodes de travail, les principaux commentaires du bureau des COE auprès de l'UE ont porté sur les éléments suivants. Tout d'abord, les discussions ne devraient pas avoir lieu sans que le mouvement sportif organisé soit autour de la table. Deuxièmement, les groupes d'experts devraient avoir continuellement des tâches et des objectifs clairs à l'avenir et inclure de véritables experts dans leur composition. Ensuite, le dialogue structuré au niveau national devrait être renforcé entre les ministères et les comités olympiques ainsi que les autres représentants du sport organisé. En effet, l'implication des organisations sportives à ce stade initial renforcerait davantage la mise en œuvre des documents adoptés par les institutions européennes à l'échelle nationale.

– la maison du sport européen –

Concernant les sujets futurs, l'importance d'inclure les éléments clés du modèle sportif européen et l'application de la politique de concurrence de l'UE au sport ont été indiqués comme une priorité principale. De plus, conformément aux grandes priorités de la nouvelle Commission von der Leyen, la durabilité devrait faire partie du nouveau plan.

Enfin, d'autres propositions comme les installations sportives, le bénévolat dans le sport, le soutien aux activités existantes du mouvement sportif en matière d'intégrité, la promotion des valeurs et des idéaux olympiques, le développement des comptes satellites du sport

ainsi que les initiatives visant à promouvoir les investissements privés dans les projets sportifs ont été discutées. Le bureau des COE auprès de l'UE a également contribué, par des commentaires similaires, à une consultation écrite destinée aux membres et aux observateurs des groupes d'experts actuels de la Commission.

---

#### PLUS D'INFORMATIONS

[EU Work Plan for Sport 2017-2020](#)  
[Tartu Call](#)

## Le Groupe Sport remplace l'Intergroupe Sport au Parlement européen

---

Le 18 février, le cocktail d'ouverture du Groupe Sport, anciennement connu sous le nom d'Intergroupe Sport, a eu lieu au Parlement européen. A cette occasion, les co-présidents du Groupe, les députés européens Marc Tarabella (S&D, Belgique) et son nouveau collègue Tomasz Frankowski (PPE, Pologne), ont présenté le nouveau bureau du Groupe Sport et les principales priorités sur lesquelles ils se concentreront au cours des cinq prochaines années. En plus de Tarabella et Frankowski, le Bureau du Groupe Sport comprendra les députés européens Tiziana Beghin (NI, Italie), Dragos Pilaru (Renew, Roumanie), Iban Garcia del Blanco (S&D, Espagne), Theodoros Zagorakis (PPE, Grèce) et Viola Von Cramon-Taupadel (Verts/ALE, Allemagne) comme vice-présidents.

Ce groupe Sport n'a pas été officiellement reconnu par le Parlement européen comme faisant partie des intergroupes, bien que 125

députés y aient été favorables. Cependant, les coprésidents ont décidé de poursuivre leur travail et de promouvoir les bienfaits du sport dans la société européenne en créant ce groupe Sport. Le groupe organisera cette année plusieurs conférences sur le sport et l'environnement, le sport et l'innovation, l'UEFA EURO 2020, la lutte contre le dopage et le piratage numérique des événements sportifs. En outre, le nouveau Bureau a prévu plusieurs actions sur différents sujets tels la ratification de la Convention de Macolin, la poursuite des projets pilotes et des actions préparatoires existants pour le sport et la sauvegarde du budget du sport pour la prochaine période Erasmus 2021-2027. Après la présentation des priorités, les nouveaux membres du Groupe Sport ont également exprimé leurs attentes et leurs points de vue sur le rôle du sport pour les sociétés européennes.

## Conférence de la présidence croate de l'UE sur les compétences des entraîneurs

Les 27 et 28 février 2020, la présidence croate de l'UE a organisé, à Zagreb, en Croatie, un séminaire sur le thème "*Pourquoi le sport européen a-t-il besoin d'entraîneurs qualifiés et compétents ?*".

Le séminaire a été ouvert par Kresimir Samija, secrétaire d'État adjoint du Bureau central croate pour le sport, qui a souhaité la bienvenue aux participants à Zagreb et à la conférence. Yves Le Lostecque, chef de l'unité Sport à la Commission européenne, a expliqué que dans la société actuelle, les entraîneurs jouaient un rôle clé, par exemple en attirant davantage de personnes vers le sport de masse, en assurant un environnement sûr pour la pratique du sport, en enseignant les valeurs sportives et en soutenant le développement personnel des participants. Martina Jericevic, présidente croate du groupe de travail sur le sport du Conseil de l'UE, a présenté les priorités de la présidence croate pour le sport : le rôle des médias dans le sport, et les aptitudes et compétences des entraîneurs.

Au cours de la première session, Agata Dziarnowska, unité Sport de la Commission, a présenté les « *lignes directrices concernant les exigences minimales en matière de qualifications et de compétences des entraîneurs* », préparées par le groupe d'experts de la Commission européenne sur les ressources humaines et le développement des compétences dans le sport. Le bureau européen des COE et l'ENGSO ont joué un rôle actif dans l'élaboration de ces lignes directrices afin qu'elles soient pertinentes pour le mouvement sportif organisé, qu'elles reflètent la réalité et la diversité des systèmes et des situations en Europe, et qu'elles tiennent compte du rôle des entraîneurs bénévoles, qui composent la grande majorité des personnes actives dans les fonctions d'entraîneur.

Après la présentation, un panel composé d'experts en matière d'entraînement a discuté des lignes directrices. Wiebke Fabinski, de la Confédération allemande des sports olympiques (DOSB), qui représentait l'Allemagne au sein du groupe d'experts, a notamment souligné la nécessité d'un soutien gouvernemental pour mettre en œuvre les recommandations, en décrivant les expériences antérieures de l'Allemagne en matière de renouvellement de la formation des entraîneurs.

La deuxième session a présenté des exemples intéressants sur les qualifications et les normes professionnelles dans le sport. Doru Simion, de la Fédération européenne de handball, a présenté la manière dont la formation des entraîneurs de handball a été harmonisée en Europe grâce à la création et à la mise en œuvre de la convention "RINCK" de la FHE dans 40 pays.

Au cours du panel suivant, des entraîneurs et des athlètes de haut niveau ont discuté et partagé leurs réflexions sur les besoins actuels et les lacunes dans les compétences des entraîneurs. Britta Heidemann, escrimeuse à l'épée et membre de la commission des athlètes du CIO, a mentionné les qualités de leadership et les aspects de santé psychologique et mentale comme étant des domaines à développer. Un bon entraîneur aide aujourd'hui un athlète à atteindre son meilleur niveau personnel, et pas seulement à remporter des médailles.

Au cours de la dernière session de la journée, des représentants de l'Estonie, des Pays-Bas, de la Belgique et de la Pologne ont présenté la manière dont, dans chaque pays, les systèmes de formation des entraîneurs ont été liés au cadre européen des qualifications. Ce cadre permet de comparer les compétences des entraîneurs, quel que soit l'endroit en Europe où les qualifications ont été acquises.

– la maison du sport européen –

Le deuxième jour a vu Henry Utku de l'Association nationale de basket-ball, expliquer leur travail sur le développement des entraîneurs et comment l'impact social est désormais pris en compte depuis les activités pour les jeunes jusqu'au niveau élite, visant à maintenir l'engagement des joueurs, en particulier des enfants et des filles, en leur faisant vivre des expériences encourageantes.

De son côté, Ales Solar, du Comité national olympique de Slovénie, a présenté le projet de 5 millions d'euros sur la formation du personnel éducatif dans le domaine du sport, financé par le Fonds social européen. Le projet actuel a facilité la participation de plus de 7 700 personnes et a

permis de décerner à 6 545 personnes un diplôme d'expert en sport.

La conférence a été conclue par Kresimir Samija, qui a souligné le travail et la collaboration à long terme effectués au niveau de l'UE au cours des dernières années et a souhaité que les lignes directrices XG soient mises en œuvre afin de permettre le développement des compétences des entraîneurs en Europe tout au long de leur vie.

#### PLUS D'INFORMATIONS

[International Sport Seminar: "Why Does European Sport Need Skilled and Competent Coaches?"](#)

## Le rôle du sport dans l'intégration et l'inclusion sociale discuté lors du petit-déjeuner de l'unité Sport

Le lundi 3 février, a eu lieu le premier petit déjeuner de l'année 2020 de l'Unité Sport de la Commission européenne. Plusieurs acteurs étaient présents, dont les représentants de l'Unité Sport, d'autres services de la Commission européenne, des représentants du mouvement sportif ainsi que des spécialistes de l'inclusion sociale. Tous ont eu l'opportunité de parler, d'apprendre et d'échanger sur la notion du « *sport comme outil de promotion de l'intégration et de l'inclusion sociale* ».



Wim Poelmans de la Ligue flamande d'athlétisme et Volker Rehm de la jeunesse sportive allemande de Hesse étaient les intervenants pour ce petit déjeuner.

Tous deux ont mis l'accent sur l'utilisation du sport comme outil de promotion de l'intégration et d'inclusion, qu'ils ont ensuite illustré par leurs initiatives. Wim Poelmans a présenté à l'auditoire les différents projets, dans lesquels des activités sportives sont proposées aux réfugiés, aux minorités ethniques, aux personnes en situation de pauvreté et aux athlètes handicapés. Les objectifs de ces projets sont les suivants :

- Répondre aux changements sociaux et aux besoins individuels ;
- Rendre la dignité aux personnes ;
- Améliorer la force mentale et physique.

Il a ensuite expliqué les raisons pour lesquelles l'athlétisme est un sport adapté pour le soutien aux migrants ou aux personnes en situation de pauvreté en argumentant que ce sport ne coûte pas un seul centime et qu'il peut être pratiqué quasiment partout. En plus de l'accessibilité naturelle de l'athlétisme, M. Poelmans a ajouté plusieurs autres éléments qui, selon son expérience, sont des stratégies de succès :

- Équipes de gestion pour les réfugiés
- Système de jumelage

– la maison du sport européen –

- Former les formateurs
- Apprendre la langue locale
- Réseau

Volker Rehm, directeur du projet "Sport et réfugiés", lauréat du prix "BelInclusive EU Sport Awards" en 2018, a souligné dans son intervention que de tels projets [d'inclusion sociale par le sport] sont le "ciment qui rassemble la société" et a cité quelques facteurs de réussite comme :

- Activités volontaires et professionnelles ;
- Formation obligatoire pour les entraîneurs sportifs afin de garantir la qualité ;
- Une personne de contact pour les réfugiés afin de gagner leur confiance ;
- Participation de la communauté locale, par exemple par des solutions en tandem, des experts locaux.

Les présentations ont été suivies d'une discussion dynamique avec un grand intérêt pour les questions d'acceptabilité, de financement et des différentes démarches nécessaires pour répondre aux besoins des femmes, des enfants ou des personnes handicapées. Par la suite, une question intéressante concernant le racisme dans le sport d'élite a été posée. Et cela a amené à discuter de la manière dont l'initiative populaire mentionné auparavant peut servir d'exemple pour lutter contre ce phénomène négatif.

En conclusion, tous les participants ont convenu à l'unanimité que le sport peut être un bon outil pour promouvoir l'intégration et l'inclusion.

Le prochain petit-déjeuner de l'Unité Sport est prévue pour le 6 avril.

## Lancement de « Esports Europe » à Bruxelles

Les 20 et 21 Février, a eu lieu à Bruxelles le lancement officiel de la Fédération Européenne du Esport, plus précisément appelée Esports Europe. La réunion s'est déroulée au Parlement Européen soutenue par les députés européens Adam Bielan (Pologne, PiS party) et par le Groupe des Conservateurs et Réformistes européens.

Suite à la déclaration de Berlin en Avril 2019, le comité fondateur a accéléré la fondation d'Esports Europe et siègera à Bruxelles. A ce jour, on compte 23 associations Esport et trois parties prenantes externes dont ESFORCE, ESL, Burson Cohn & Wolfe. Au total, 23 membres fondateurs ont rejoint la fédération dont : Danemark, Autriche, Turquie, Hongrie, Slovaquie, Azerbaïdjan, Allemagne, Pologne, Russie, Finlande, Israël, Géorgie, Belarus, Belgique, Suède, Portugal, Royaume-Uni, Macédoine, République tchèque, Ukraine, Norvège, Italie, Serbie.

Le jeune Hans Jagnow (31 ans) actuellement président de la fédération allemande de Esport, a

été élu Président de la Fédération Esport Europe avec 91% des voix, sans aucun adversaire. Avant sa nomination, celui-ci a mentionné dans son discours : « dans cinq à dix ans, le phénomène Esport sera tout aussi important que les sports traditionnels voir même pertinent au sein des ménages ».

Les membres de la fédération ont poursuivi l'évènement en présentant les objectifs suivants :

« La fédération européenne Esport, cherchera à promouvoir un développement réfléchi, responsable, durable, inclusif, sain et basée sur les valeurs du Esport. Son objectif est de créer une représentation unifiée, une vision forte des communautés numériques et une plateforme pour ses membres afin de développer encore plus les Esports »

« Le siège de la FEE se trouvera à Bruxelles. Bien que la vision européenne de la fédération ne soit pas liée à l'Union Européenne, elle partage ses valeurs de solidarité et de liberté. Comme aucun autre mouvement sportif, les esports

– la maison du sport européen –

*bénéficient d'une Europe ouverte dans un monde libre et en paix »*

Dans le monde des Esports, la création de cette fédération est très contestée par les propriétaires des équipes et les grands noms en particulier. Selon eux, la fédération manque de légitimité en affirmant que celle-ci ne représente pas l'ensemble de l'écosystème du Esport. Les éditeurs et les équipes importantes dans le domaine n'y sont pas inclus et doute de la valeur ajoutée réelle de l'association.

De plus, le manque de représentation féminine au sein de la fédération a été fortement critiqué.

Lors de la cérémonie au Parlement européen, aucune déclaration officielle n'a été faite par les institutions européennes. **Compte tenu de ce qui précède**, il est difficile d'évaluer aujourd'hui, la manière dont les institutions européennes traiteront le sport dans le futur.

## PLUS D'INFORMATIONS

[Website: Esports Europe](#)

[Insidethgames: German elected first President of Esports Europe](#)

## PROGRAMMES DE FINANCEMENT ET ETUDES

### Séminaire de l'initiative SHARE : Quelle est la contribution du sport au développement régional ?

Le 13 février, un séminaire sur le sport et le développement régional a été organisé par l'initiative SHARE. SHARE est une initiative lancée par la Commission européenne en 2018 qui vise à souligner la contribution du sport au développement régional dans des domaines tels que la régénération urbaine, le tourisme, la cohésion sociale et les communautés saines. SHARE vise à garantir que le potentiel des projets liés au sport est pris en compte de manière adéquate dans le cadre des décisions politiques et d'investissement aux niveaux européen, national et régional. Le séminaire s'est concentré sur la manière d'intégrer le sport dans la future politique de cohésion de l'UE 2021-2027.

Dans son discours d'ouverture, Yves Le Lostecque, chef de l'unité Sport de la Commission européenne, a souligné que le sport pouvait être un outil formidable pour réaliser les priorités de la nouvelle politique de cohésion. Blazej Gorgol, de

la DG REGIO, a partagé ce point de vue en soulignant que même si le sport n'était pas mentionné dans la proposition de règlement, il pourrait certainement contribuer à la réalisation des objectifs.



La nouvelle politique de cohésion se concentrera sur cinq objectifs principaux pour le développement régional. Le séminaire a donc présenté des exemples de bonnes pratiques de

– la maison du sport européen –

projets sportifs contribuant exactement à ces cinq objectifs de cohésion.

**Une Europe plus intelligente**, grâce à l'innovation, la numérisation, la transformation économique et le soutien aux petites et moyennes entreprises.

*Exemple* : NANO4SPORT - un projet interrégional, développant une technologie pour un mode de vie actif.

**Une Europe plus verte** et à faible émission de carbone, en mettant en œuvre l'accord de Paris et en investissant dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique.

*Exemple* : Campus de Vuokatti, en Finlande - réunissant dans une même ville un centre de formation, des établissements d'enseignement et une destination touristique.

**Une Europe plus connectée**, avec des transports stratégiques et un réseau numérique.

*Exemple* : Ville de Louvain - développement de l'espace urbain par la construction de pistes cyclables pour améliorer les infrastructures respectueuses de l'environnement.

**Une Europe plus sociale**, qui respecte le pilier européen des droits sociaux et soutient l'emploi de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé.

*Exemple* : CNO de Slovénie - utilisation du FSE pour renforcer la formation continue du personnel sportif slovène ainsi que la double carrière des athlètes.

**Une Europe plus proche des citoyens**, en soutenant les stratégies de développement menées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'UE.

*Exemple* : Ville de Liverpool - utilisation de l'espace public pour créer un environnement inclusif permettant aux citoyens de devenir actifs, avec pour objectif de devenir la ville la plus active d'Angleterre d'ici 2026.

Les présentations ont été suivies d'un débat politique, animé par Heidi Pekkola, directrice adjointe du bureau des COE auprès de l'UE, sur le rôle du sport dans l'élaboration des politiques nationales dans le contexte du développement régional, et composé de représentants gouvernementaux et municipaux des Pays-Bas, de Croatie, de France et de Slovénie.

André de Jeu, de l'Association des municipalités néerlandaises pour la politique du sport, a déploré que le sport soit souvent considéré comme un outil agréable à avoir, mais pas assez pris au sérieux. Il a souligné l'augmentation constante des coûts de santé, qui pourraient être réduits grâce à un mode de vie plus actif. Il a noté une évolution positive, puisque le gouvernement néerlandais consacre chaque année davantage de fonds au sport, dont une grande partie est destinée au niveau local.

Madeleine Delaperrière, du ministère français des sports, a souligné de son côté que les autorités de gestion et les acteurs du sport avaient du mal à se trouver et à se comprendre. Une langue commune serait nécessaire afin de mieux profiter les uns des autres. Luka Zivic, représentant permanent de la République de Slovénie auprès de l'UE, a expliqué qu'en Slovénie, le sport était principalement intégré dans les politiques éducatives. Ainsi, l'intégration du sport dans les politiques régionales doit aussi être améliorée, a-t-il ajouté.

Ana Odak, du ministère croate du développement régional et des fonds de l'UE, a fait part d'une évolution positive. En Croatie, une stratégie nationale de développement a été élaborée, incluant pour la première fois le sport.

Heidi Pekkola a clôturé la session en encourageant tous les participants à promouvoir l'intégration du sport dans les textes réglementaires du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds social européen Plus (FSE+) au sein de leurs gouvernements nationaux, car les négociations sur les futurs programmes sont actuellement en cours.

Dans le contexte des négociations du trilogue en cours, c'est maintenant le moment décisif pour

– la maison du sport européen –

assurer l'intégration du sport dans la politique de cohésion de l'UE pour les années à venir, a-t-elle souligné.

PLUS D'INFORMATIONS

[More about the SHARE Initiative](#)

[Study on the contribution of sport to regional development through the structural funds SHARE project database](#)  
[New Cohesion Policy 2021-2027](#)

## INFORMATIONS INTERNES ET VISITES

### Réunion de lancement du projet RINGS sur la gestion stratégique des CNO

Les 11 et 12 février, s'est tenue à Bruxelles, la réunion de lancement du projet RINGS. Dirigé par le bureau des COE, ce projet durera deux ans et demi, de janvier 2020 à juin 2022 avec comme objectif principal de développer et de moderniser la gestion stratégique des Comités Nationaux Olympiques (CNO) en Europe. De plus, les outils et les résultats développés dans le cadre du projet permettront d'équiper et de soutenir les CNO dans leur gestion opérationnelle quotidienne et améliorent ainsi leur gouvernance. De ce fait, plusieurs activités telles que des réunions transnationales et des ateliers de formation nationaux auront lieu dans les différents pays inclus dans le consortium.

Dans son discours d'ouverture, Folker Hellmund, directeur du bureau des COE auprès de l'UE, a souligné *"il est évident que les organisations sportives doivent travailler de manière plus proactive afin de relever les défis d'un monde en constante évolution. À cet égard, la mise en place et utilisation d'outils de gestion stratégique est essentielle"*.

Pour la deuxième journée de lancement, les secrétaires généraux et directeurs généraux des 11 CNO participants au projet, se sont réunis pour discuter des plus grands défis auxquels ils sont confrontés en matière de gestion et pour discuter des grandes tendances, qui ont actuellement un impact dans le monde du sport.

La journée a débuté par des discours de la part de Marc Coudron, président de l'Association Royale Belge de hockey, et de Remco Hoekman, directeur du Mulier Institut. Joanna Zipser-Graves de la Solidarité Olympique a également souligné l'intérêt du CIO auprès du projet RINGS, et l'importance de développer des outils qui pourraient être très intéressants pour tous les CNO, même en dehors de l'Europe.



M. Coudron a partagé avec les participants son expérience ainsi que les leçons tirées du succès de la fédération nationale sous sa présidence. En effet, l'Association royale belge de hockey a connu une forte augmentation de ses membres, puisqu'en 2005, elle comptait 16 000 membres, alors qu'en 2020, elle en compte 52 000.

Le deuxième intervenant, Remco Hoekman, a mis l'accent sur les grandes tendances actuelles et

– la maison du sport européen –

futures de la société et a partagé sa vision sur la façon dont le sport était impacté par ces tendances. Cette présentation, très stimulante, a constitué une bonne base pour les discussions de l'après-midi durant lequel les partenaires ont commencé à réfléchir, lors des discussions, à la manière de développer une approche stratégique avec les affaires publiques et les parties prenantes.

La manager de projet, Heidi Pekkola, s'est félicitée de la réussite du lancement : *"Le consortium du projet est très motivé et plein d'expertise, ce qui nous aidera à mener à bien ce projet ambitieux. Il semble nécessaire de mettre en place un projet comme RINGS, car certains CNO, même en dehors du consortium, ont déjà manifesté leur intérêt. Merci à tous les secrétaires généraux et les directeurs généraux qui ont pris le temps de se joindre à nous pour cette réunion de lancement et qui ont partagé leurs*

*connaissances, leur expertise et leurs préoccupations".*

Pour les prochaines étapes du projet, le consortium se réunira à Vilnius, les 4 et 5 mai 2020. Ils continueront à travailler sur le développement du concept de gestion stratégique et contribueront à l'un des principaux résultats du projet RINGS, un manuel sur la gestion stratégique et la gestion du changement des CNO.

Co-financé par la Commission européenne dans le cadre du programme Erasmus+ Sport, le projet RINGS rassemble un important consortium de 13 organisations dont 11 CNO (Danemark, Belgique, Pays-Bas, Turquie, Italie, Bosnie-Herzégovine, Slovaquie, Liechtenstein, Lituanie, Chypre et Grèce) et l'Université Johannes Gutenberg de Mayence, ainsi que le bureau des COE auprès de l'UE en tant que chef de projet.

## Le CNO du Portugal (COP) a organisé avec succès l'atelier national POINTS

Le 17 février dernier, s'est tenu, dans les locaux du Comité Olympique Portugais (COP) à Lisbonne, le troisième atelier national du projet POINTS. La réunion a rassemblé des experts du Comité International Olympique (CIO), du bureau des CEO auprès de l'UE, d'Interpol ainsi que de la Police judiciaire portugaise et des points de contact uniques pour l'intégrité (SPOCs) des fédérations nationales, pour travailler sur la prévention de la manipulation des compétitions sportives. C'était également l'occasion pour le COP de présenter le travail réalisé dans le cadre du projet POINTS ainsi que dans le secteur de l'intégrité.

La session du matin était réservée aux actions européennes et internationales et la séance de l'après-midi était quant à elle davantage centrée sur la situation au Portugal. José Manuel Araújo, le secrétaire général du Comité olympique portugais, a ouvert la session en soulignant l'importance du problème et la nécessité de veiller

à ce que *"les athlètes soient conscients des risques et des conséquences"* avant d'affirmer qu'il était *"indispensable de faire un effort pour assurer une bonne gouvernance et maintenir une concurrence loyale"*. Par la suite, le Directeur général du COP, João Paulo Almeida, a salué le travail accompli dans le cadre du projet POINTS et a demandé l'application de la *"tolérance zéro"* dans les cas de manipulation.



En tant que partenaire associé, le CIO est fortement impliqué dans le projet et Evangelos Alexandrakis, responsable des contacts des CNO dans l'Unité du Mouvement olympique sur la

– la maison du sport européen –

prévention de la manipulation des compétitions, a présenté la stratégie du CIO en soulignant l'importance d'un tel projet pour les Comités olympiques nationaux. Il a également précisé que le CIO considère le travail réalisé par le COP à propos de l'intégrité dans le sport, comme étant « *un modèle inspirant* » car il s'agit « *d'une bonne pratique en termes d'activation des comités olympiques nationaux, incluant également le soutien aux fédérations et un programme étendu, avec de nombreuses actions* ». Valentin Capelli, manager du projet, a présenté le travail effectué en précisant que le projet lui-même « *travaille sur le développement de projets de bonne gouvernance et d'intégrité et non pas uniquement sur la manipulation des compétitions sportives* ». Il a ajouté qu'il était essentiel « *pour les organisations sportives de passer à la pratique* » dans la façon dont elles voient le problème.

De son côté, Claudio Marinelli, d'INTERPOL, s'est adressé au réseau de recherche créé par INTERPOL et le CIO et a affirmé que « *les enquêtes criminelles et disciplinaires pouvaient fonctionner en parallèle* ». Ainsi, le succès dépend

de la reconnaissance, du respect mutuel et de la compréhension entre les acteurs pour définir les paramètres de la coopération.

Après la présentation de Rute Soares, de la Fédération portugaise de football (FPF), sur les bonnes pratiques, une table ronde sur la « *Mise en œuvre d'un programme d'intégrité* » a eu lieu entre les différents intervenants. Les participants ont pu discuter de la coopération entre les organisations sportives et les autorités publiques, ainsi que du rôle que les SPOCs peuvent avoir dans l'établissement de stratégies d'intégrité.

La deuxième partie de la journée a donné un aperçu du travail réalisé par le COP avec une présentation de Joana Gonçalves, chef de projet au sein de la structure, sur la nouvelle stratégie d'intégrité développée par le Comité olympique. Pour conclure, deux études de cas liées à la manipulation de la compétition ont été discutées, créant des échanges inspirants entre les participants sur la façon de réagir à différents cas. Les ateliers nationaux du projet POINTS se poursuivront en mars.

## Le bureau des COE accueille un séminaire du « Parcours Ambition Internationale »

Les 5 et 6 février, s'est tenue à Bruxelles dans les locaux du bureau des COE auprès de l'UE, la deuxième réunion de l'édition 2020 « Parcours Ambition Internationale » organisée par le Comité Nationale Olympique Français (CNOSF). Une opportunité pour les participants d'en apprendre davantage sur le fonctionnement des politiques européennes sportives. Pour ce faire, plusieurs représentants des institutions européennes ainsi que des experts en lobbying et en politiques du sport ont présenté leurs activités et ont échangé avec les participants sur l'impact de la politique européenne du sport à l'échelle nationale.

Lancé depuis 2013, ce programme vise à soutenir, chaque année les hauts représentants français dans leur engagement et leurs activités

au sein des organisations sportives européennes et internationales.

Pour cette 7<sup>e</sup> édition, 27 participants de différentes fédérations nationales, dont trois athlètes, sont impliqués dans le programme. L'objectif principal du Parcours Ambition Internationale est de renforcer les capacités des participants dans un environnement international en échangeant avec les acteurs impliqués dans les organisations sportives internationales.

Après une visite au Parlement européen, Valentin Capelli, Conseiller en affaires publiques au sein du bureau des COE auprès de l'UE, a ouvert le séminaire en donnant un aperçu complet de la politique du sport et des activités du mouvement

– la maison du sport européen –

olympique à Bruxelles ainsi que des projets Erasmus+ « SIGGS » et « POINTS » que le bureau coordonne actuellement.

Par la suite, les participants ont reçu une présentation de l'euro député du parti socialiste et démocrate, Marc Tarabella, également Co-Président du Groupe Sports du Parlement européen, dans laquelle il a exposé les principales actions et objectifs de l'intergroupe ainsi que son rôle en tant que député européen dans la politique européenne du sport.

Ensuite, c'était au tour de Yves Le Lostecque, chef de l'unité Sport à la Commission européenne d'informer les participants sur les dernières mises à jour du programme Erasmus+ Sport pour la prochaine période 2021-2027 et sur le plan de travail de l'UE pour le sport. Puis, cette première journée s'est terminée par une présentation de Mathieu Moreuil, représentant de la Première

Ligue à Bruxelles. Celle-ci a suscité plusieurs questions de la part des participants et a donné lieu à une discussion intéressante sur le Brexit et les défis potentiels qui peuvent se poser aux organisations sportives en ce qui concerne les transferts de joueurs par exemple.

Pour la deuxième journée, les participants ont assisté à une présentation sur les activités législatives de l'UE dans le domaine du sport, d'Alexandre Husting, attaché sportif à la représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE. Enfin, pour clôturer ce séminaire, Luciano Di Fonzi de l'Agence exécutive EAC (Education, Audiovisuel et Culture) est intervenu auprès des participants afin de présenter l'appel à projet 2020 du programme Erasmus+ Sport. Concernant les prochaines étapes du programme, deux réunions sont toujours à l'ordre du jour, l'une à Paris et l'autre à Lausanne.

## LE COIN DES PARTENAIRES

### La durabilité des comités olympiques nationaux au cœur du projet ASAP



Le Comité olympique tchèque a lancé, avec une formation pour les responsables durabilité et une réunion de lancement, un nouveau projet intitulé "AS SUTAINABLE AS POSSIBLE" (ASAP). L'objectif du projet est de motiver tous les comités olympiques engagés à créer, mettre en œuvre et, le cas échéant, améliorer les stratégies de durabilité, afin de passer efficacement d'activités

ponctuelles à une approche intégrée de la durabilité dans leurs opérations, événements et projets.

Dirigé par le Comité olympique tchèque, qui s'est inspiré de son projet international "Des parcs sportifs inspirés par les Jeux olympiques", cofinancé par le programme Erasmus +, le projet ASAP rassemble du côté des mentorés les CNO de la République tchèque, de Hongrie et de Slovaquie, et du côté des mentors leurs homologues du Danemark, d'Allemagne et de Finlande.

"Nous sommes très heureux que la Commission européenne ait décidé d'accorder au CNO tchèque une subvention pour le projet ASAP. Nous sommes satisfaits d'avoir la possibilité d'apprendre des meilleurs et nous sommes sûrs

– la maison du sport européen –

que l'expérience acquise sera bénéfique non seulement pour le CNO tchèque, mais aussi pour tout l'environnement sportif tchèque", a déclaré Jana Janotová, responsable des relations internationales du CNO tchèque, au début du projet. L'objectif du CNO tchèque dans le cadre d'une stratégie de durabilité a été décrit par Petr Graclík, secrétaire général du CNO tchèque : "Dans les années à venir, nous nous efforcerons d'adopter une approche durable non seulement en ce qui concerne nos opérations quotidiennes, mais aussi pour nos événements et projets".

Le soutien au projet a également été exprimé par le Comité international olympique (CIO). "La durabilité est l'un des trois piliers de communication du CIO pour les années à venir, aux côtés de la crédibilité et de la jeunesse. Notre objectif est également de prendre cette direction et, dans le cadre de notre stratégie de durabilité, de nous concentrer sur ces trois aspects connexes", a déclaré Roman Kumpošt, vice-président du CNO tchèque. Pendant la formation, la représentante du CIO, Julie Duffus, a offert à tous les comités olympiques engagés des conseils détaillés et tous les documents

disponibles. "La durabilité ne peut pas être considérée comme un simple projet, c'est un processus à long terme grâce auquel vous commencerez progressivement à adopter une nouvelle façon de travailler au sein de l'organisation", a déclaré Duffus. Un expert du Comité olympique espagnol, Manuel Praga, a recommandé de se concentrer dans un premier temps sur des changements simples qui seront toutefois visibles. "Ce n'est rien de révolutionnaire, la durabilité fait depuis longtemps partie de la Charte olympique. C'est aussi l'un des principes de travail du Mouvement olympique", a déclaré M. Praga. Une approche de ce thème dans le secteur commercial a été présentée par Martin Peleška, directeur de Toyota Central Europe - Czech s.r.o., en tant que représentant des partenaires marketing du CNO tchèque.

Pendant la partie pratique de la conférence, les représentants des CNO ont été familiarisés avec les concepts occidentaux d'une approche intégrée de la durabilité ; ils se sont mis d'accord sur les prochaines étapes et ont choisi ensemble un logo qui représentera le projet au cours des trois prochaines années.